

Synthèse régionale

L'activité francilienne perd de son élan, mais reste globalement bien orientée en fin d'année

Michèle Debosque, Insee Île-de-France, Services études et diffusion

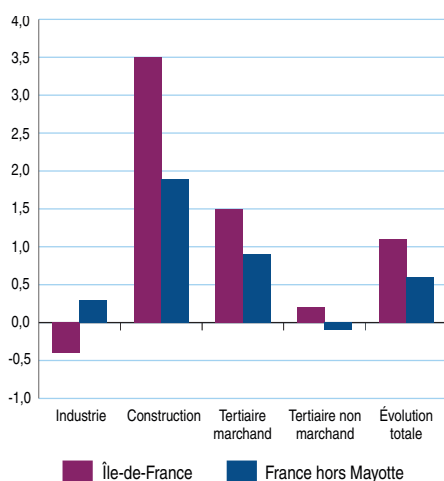
Des créations d'emplois toujours soutenues, un taux de chômage en légère baisse

Avec 64 500 créations nettes en 2018, contre 80 000 en 2017, l'emploi salarié augmente de 1,1 % en Île-de-France contre 0,6 % en France hors Mayotte (figure 1). Malgré un fléchissement par rapport à l'année précédente, l'emploi reste bien orienté, porté par le secteur tertiaire marchand, toujours moteur de l'essor. La construction affiche un rythme de croissance proche de celui de l'an dernier avec de fortes créations d'emplois (+ 10 000) en lien avec le dynamisme des mises en chantier, dues aux chantiers du Grand Paris Express et à la bonne tenue du marché immobilier des logements neufs. Après les fortes hausses des années précédentes, l'intérim ne progresse que légèrement (+ 2,5 %). Cette évolution n'avait pas été aussi modérée depuis 2014.

Au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage s'élève à 7,6 % de la population active. Après avoir fortement baissé en 2017, il diminue de 0,1 point en un an

1 Emploi salarié

Évolution annuelle fin 4^e trimestre 2017 (en %)



Données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

(figure 2), contre 0,2 en France hors Mayotte. Le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 0,6 % pour la catégorie A (sans aucune activité), même s'il progresse de 0,4 % pour les catégories A, B, C (immédiatement disponibles). L'année 2018 a été marquée par une forte augmentation du parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) des jeunes (+ 19 % en Île-de-France contre + 7 % au niveau national).

Le nombre de foyers allocataires percevant le RSA socle progresse de 2,2 % par rapport à juin 2017. En 2018, cette prestation est versée à 333 400 foyers couvrant 631 500 personnes, soit 5,3 % de la population francilienne.

Année record pour les créations d'entreprises et défaillances en hausse

En 2018, 212 000 entreprises ont été créées en Île-de-France dans les secteurs marchands non agricoles (+ 18,8 % en un an contre + 16,9 % en France entière) : il s'agit du niveau le plus haut depuis 2010. Cette dynamique s'observe dans tous les secteurs et principalement celui du commerce, transport, hébergement et restauration. En 2018, la moitié des créations d'entreprises franciliennes relèvent du statut de micro-entrepreneur. Parallèlement, les défaillances d'entreprises augmentent de 5,3 % en Île-de-France, alors qu'elles continuent de baisser au niveau national (- 1,2 %). En 2018, le nombre de défaillances est le plus important enregistré depuis décembre 2013.

Une activité toujours soutenue dans la construction malgré un fléchissement

Avec 90 500 logements autorisés en 2018, la région concentre toujours près de 20 % des autorisations à l'échelle nationale. Elle dépasse pour la quatrième année consécutive les objectifs de production de la loi Grand Paris, fixés à 70 000 logements. Par rapport à 2017, le nombre de permis de construire diminue cependant

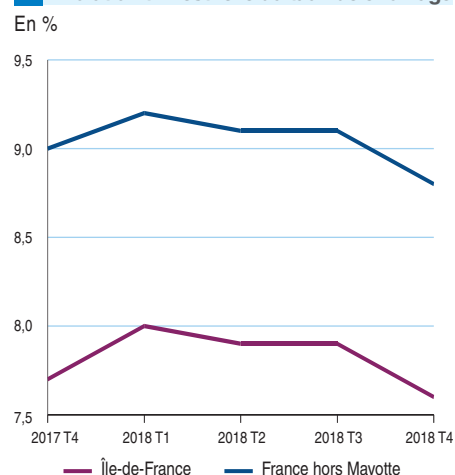
de 7,9 % en Île-de-France. Après le record de 2017, le volume annuel d'ouvertures de chantiers s'élève à 85 000 logements en 2018.

En 2018, les surfaces autorisées de locaux d'activité diminuent également de 7,8 %, après trois années de hausse. En 2018, les réservations de logements neufs en Île-de-France atteignent un niveau record avec 38 800 unités, soit une hausse de 10,1 % par rapport à 2017, contre - 1,9 % en France métropolitaine.

Une année exceptionnelle pour la fréquentation touristique

En 2018, l'économie touristique bénéficie d'une conjoncture favorable, dans la continuité de 2017. Avec 71,8 millions de nuitées, la fréquentation hôtelière francilienne dépasse celle de 2017 (+ 3,6 %, contre + 5,5 % en France métropolitaine). La part de la clientèle non résidente progresse ainsi de 2,4 points par rapport à 2017, pour atteindre 58,6 % des nuitées. Le retour massif de cette clientèle contribue à soutenir la fréquentation des principaux sites touristiques franciliens. ■

2 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Contexte national

L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'esouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attente lié au Brexit.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (+ 2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %) (figure 3). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution

depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le

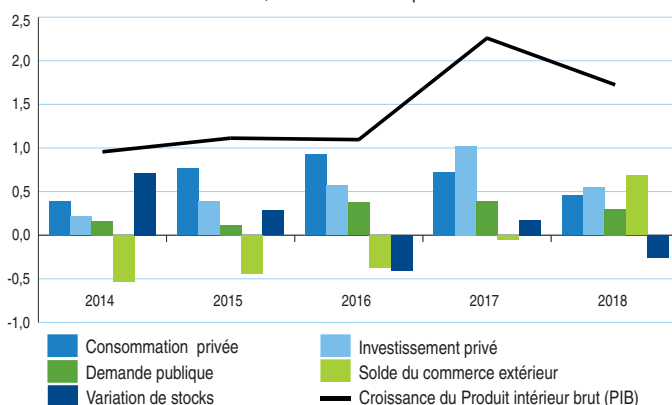
champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4^e trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (figure 4). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

3 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Variation annuelle du PIB en %, contributions en points

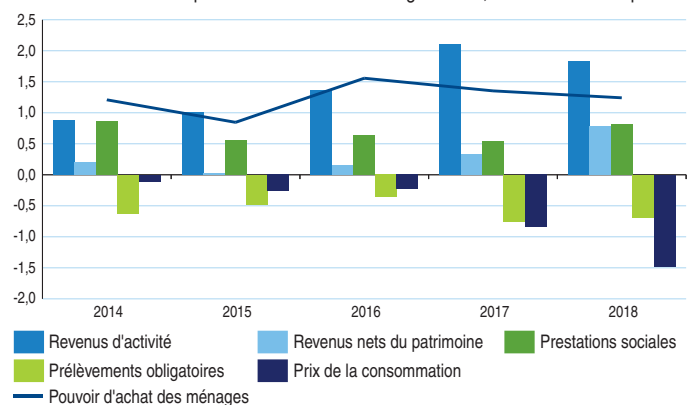


Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

4 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variation annuelle du pouvoir d'achat des ménages en %, contributions en points



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.